

**Nouvel An 2019**

**EN 2019, QUE TOUS  
S'ENGAGENT DANS LA POLITIQUE  
DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET  
PARLENT EN LEUR PROPRE NOM**

*Déclaration du Parti communiste du Canada  
(marxiste-léniniste)*



**pccml.ca**

**Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**

404-1066, rue Somerset ouest, Ottawa ON K1Y 4T3

613 792-4475 • bureau@cpcml.ca

[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca)

Le PCC(M-L) est enregistré auprès d'Élections Canada sous  
le nom de Parti marxiste-léniniste du Canada

En 2019, le PCC(M-L) lance l'appel à tous à s'engager dans la politique de la responsabilité sociale et à parler en leur propre nom. En ce qui nous concerne, sur la base du principe que la responsabilité commence chez soi, le Parti va prendre des mesures pour renforcer le travail de production du *Marxiste-Léniniste*, de *Forum ouvrier* et de diverses autres publications et accordera une attention particulière à certains aspects cruciaux de son travail. Cela comprend en premier lieu le travail pour le renouveau politique qui se concentrera sur la définition de la personnalité démocratique moderne et la politique de la responsabilité sociale, pour s'assurer que le peuple puisse s'exprimer en son propre nom et ne soit pas réduit au silence ou criminalisé par les mesures mises en place pour marginaliser et rejeter ses préoccupations.

Le Parti s'associe également à tous les efforts qui contribuent à humaniser l'environnement social et naturel et à l'affirmation des droits ancestraux des peuples autochtones pour mettre un terme à leur dépossession et à toutes les injustices à leur endroit. Nous notons en particulier les luttes qui sont menées à l'échelle nationale, dans chaque province et au Québec, contre l'escalade de l'offensive antisociale. Nous constatons que les luttes que mène le peuple pour réclamer à la société ce qui lui appartient de droit, des réclamations qui doivent être faites, déjouent les tentatives de le blâmer pour ses problèmes et pour les préjugés raciaux et anti-environnement.

Le PCC(M-L) continuera de s'opposer aux diversions, comme l'affirmation que c'est la faute des travailleurs si des gouvernements réactionnaires sont élus qui prétendent avoir le mandat de payer les riches et attaquer les droits. Ces diversions servent à cacher ce que les élites dirigeantes préparent et les crimes qu'elles commettent au pays et à l'étranger. C'est de la désinformation pour priver les gens de leur propre conception du monde. On peut la combattre avec des programmes qui favorisent les intérêts de la

classe ouvrière et du peuple et qui contribuent à résoudre la crise en leur faveur.

En 2019, le travail en appui aux causes des peuples du monde et pour faire du Canada une zone de paix continuera d'avoir priorité.

Deux mille dix-neuf est aussi une année électorale. Le PCC(M-L) a décidé de participer à l'élection fédérale de 2019 en présentant au moins autant de candidats qu'à l'élection de 2015. Il convie les Canadiens à faire émerger une personnalité démocratique moderne et à défier la démocratie totalitaire mise en place au nom de la sécurité nationale et de la défense de nos institutions démocratiques. Les lois déjà adoptées ou devant le Parlement violent notre droit collectif à la conscience. Ces lois créent un dangereux précédent. La conscience que le collectif est « autorisé » à avoir est décidée par des lois, tant celles qui renforcent les pouvoirs de police de la sécurité nationale que les lois électorales qui introduisent le concept de citoyens canadiens comme « agents ou mandataires » potentiels de puissances étrangères.

## **LE DROIT COLLECTIF À LA CONSCIENCE**

Le droit collectif à la conscience est un droit fondamental sans lequel tous les autres droits ne signifient rien. Le propre d'un État démocratique moderne est qu'il consacre le droit de conscience du collectif dans sa loi fondamentale afin que chaque citoyen et résident puisse s'en prévaloir sans crainte de sanctions ou de représailles. Au nom de la lutte aux fausses nouvelles et à l'influence étrangère dans le processus politique et électoral, le corps politique est ciblé par une désinformation qui sape l'effort pour s'organiser pour changer la direction de l'économie et humaniser l'environnement naturel et social. En cette année électorale, nous devons affirmer avec force le droit de parler librement et d'exprimer des opinions, de participer à des actes de solidarité et de soutenir tous ceux et celles qui exercent leur droit de faire des réclamations à la société, qui affirment ainsi leur droit d'être et en même temps leur devoir envers la société.

Les partis qui forment un cartel pour maintenir le peuple sans pouvoir, les médias, les firmes de sondage, les groupes d'experts et le gouvernement lui-même se sont lancés dans une offensive idéologique impitoyable qui viole le droit de conscience. Ils essaient d'intimider le peuple, de le forcer à voter d'une manière précise, dans un but précis : maintenir le statu quo, enraciner l'offensive antisociale et payer les riches avec impunité. En même temps, à cause de

l'intégration du Canada à l'économie, à la machine de guerre et à l'appareil de sécurité intérieure des États-Unis, ils sont pris dans les engrenages de la guerre civile qui sévit aux États-Unis.

Ce qu'il faut en ce moment, c'est changer la direction de l'économie, humaniser l'environnement social et naturel en défendant les droits de tous et défendre la souveraineté en faisant du Canada une zone de paix dans le monde. Au lieu de cela, les élites dirigeantes mettent tout au service des intérêts privés des oligopoles, en particulier ceux liés à la machine de guerre américaine, mais aussi ceux qui opèrent dans les domaines cruciaux de la santé, de l'éducation et du trafic humain de main-d'oeuvre bon marché. Elles s'efforcent de désinformer la résistance du peuple en créant autant d'acrimonie que possible pour diviser le peuple sur une base sectaire. Les conditions sont créées pour que les gens ne puissent pas penser et succombent plutôt à l'impuissance, au désespoir et à l'humiliation. En niant le droit de conscience de cette façon, un climat est créé pour désorienter tout le monde et faire croire qu'il n'y a pas d'alternative.

En plus de tonnes d'argent, provenant en grande partie des coffres de l'État, les machines électorales ont à leur disposition les outils d'une offensive idéologique cynique et brutale mis en place par la classe dominante. Les notions de « vote stratégique », du « vote pour le moindre mal », de « partis qui ont des chances de gagner » et d'opposition « gauche-droite » et d'autres arguments du genre servent à contraindre l'électeur à voter pour l'un des partis du cartel. Ces derniers ont désespérément besoin de prétendre avoir un « mandat » de l'électorat, c'est-à-dire le consentement des gouvernés.

Loin de donner un « mandat », la campagne qui a déjà commencé et les changements intéressés qui ont été apportés à la loi électorale contribuent à renforcer la perception que l'élite dominante est cynique et ne s'intéresse qu'à elle-même. Le salissage, la propagation de rumeurs et les fausses affirmations sont une attaque directe contre le droit de conscience du peuple. L'objectif est d'influencer le vote avec des campagnes qui ne sont rien de plus qu'un exercice de duperie et une activité de gangsters.

Ce qu'on appelle « faire campagne » se résume à créer des illusions et à détourner l'attention du besoin de mettre fin à l'offensive antisociale. Il s'agit de mobiliser les travailleurs et les collectifs du peuple comme masse votante pour porter les soi-disant grands partis au pouvoir et maintenir les travailleurs à l'écart. Cela ne fait rien pour rétablir la confiance dans le système électoral ou dans la

démocratie dite représentative, ce système dans lequel le vote des citoyens ne compte pas puisque ces derniers ne décident d'aucun aspect du processus. De la sélection des candidats à l'établissement de l'ordre du jour, tout est fait pour prétendre que ce qui est offert représente ce que les électeurs veulent. Or, ce n'est pas le peuple qui donne un mandat à des gouvernements qui font ce que leur demandent les oligarques financiers internationaux, les impérialistes américains et leur alliance militaire agressive qu'est l'OTAN. Ces gouvernements poursuivent une politique d'apaisement envers les fauteurs de guerre et prétendent agir en notre nom, au nom de la paix, de la liberté, de la sécurité nationale, de l'État de droit et des droits humains. Tout le tapage ne vise qu'à empêcher les gens de décider comment occuper l'espace du changement qui s'ouvre au Canada et dans le monde en ce moment. C'est la raison pour laquelle tout est fait pour éviter la discussion sur les problèmes cruciaux de l'économie, de l'environnement social et de l'environnement naturel, sur les réclamations que chacun est en droit de faire à la société et sur les problèmes liés à la guerre et à la paix.

Le fait que le peuple constitue un corps politique au sein duquel tous sont égaux est oublié depuis longtemps. Au lieu de cela, une pression est exercée sur la conscience de chacun pour qu'il accepte qu'une catégorie de personnes, les électeurs, ont le devoir de voter, même si elles savent que leur vote ne compte pas. Le désenchantement à l'égard du processus électoral actuel est sans précédent et la crise de confiance dans le gouvernement continue de s'approfondir, continue de remettre en question la légitimité du gouvernement. Au lieu de renouveler la démocratie, les gouvernements adoptent des lois qui violent le droit de conscience. Des crimes contre la personne ici et à l'étranger deviennent « légaux » et cela crée une situation de plus en plus dangereuse. Seul l'effort des peuples du monde pour s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires peut redresser la situation.

## **IL Y A UNE ALTERNATIVE**

En dernière analyse, en 2019 les Canadiens ont le choix. Ils peuvent abandonner, ce qui n'est pas une option, ou ils peuvent s'engager résolument dans la politique de la responsabilité sociale et parler en leur propre nom. Cela permettra l'émergence de la personnalité démocratique moderne contre cette démocratie totalitaire des riches et des puissants. L'affirmation du droit de conscience est une prise de position pour le renouveau démocratique.

Le PCC(M-L) appelle les Canadiens à s'assurer que leur vote compte en 2019 en fixant leurs propres objectifs et en intervenant dans les événements de manière organisée. Cela se fait en délibérant sur les problèmes qui se posent, en tirant les conclusions qui s'imposent et en prenant des positions qui favorisent leurs intérêts plutôt que les intérêts de ceux qui usurpent le pouvoir par la force. Cela se fait en bâtissant l'unité politique du peuple sur la base d'une vision de société qui sert le peuple. Loin d'accepter l'état de chose imposé, le PCC(M-L) appelle la classe ouvrière et le peuple à s'unir dans l'action en s'exprimant en leur propre nom et en se représentant eux-mêmes.

Une des façons de le faire dans l'élection de 2019 est de refuser de voter pour les soi-disant partis majeurs qui n'ont pas d'autre objectif que de poursuivre l'offensive antisociale. Ils peuvent voter pour des candidats indépendants ou pour des candidats des petits partis et s'engager sur un terrain qui contribuera objectivement à l'affirmation du droit du peuple de décider de ses affaires et à la création d'une personnalité démocratique moderne. En 2019, mettons tout en oeuvre pour nous assurer que chaque vote compte !

Le PCC(M-L) est d'avis que des progrès réels ont été accomplis en 2018 lors des élections en Ontario et au Québec et lors du référendum sur le mode de scrutin en Colombie-Britannique dans le sens de permettre aux travailleurs de s'exprimer eux-mêmes sur les questions qui les concernent. En 2019, tout doit être mis en oeuvre pour intensifier cet effort. Il est crucial d'aborder les questions politiques brûlantes de comment mettre fin à l'offensive antisociale, comment humaniser l'environnement social et naturel et comment faire du Canada une zone de paix et cela requiert l'affirmation des droits de tous dans toutes les conditions et circonstances. En s'attaquant aux dangers auxquels sont confrontés le corps politique et les peuples du monde et en dressant des plans en fonction de ce qui favorise leurs intérêts et non ceux des impérialistes qui cherchent à dominer le monde, nous contribuerons à faire naître la personnalité démocratique moderne tant désirée aujourd'hui.

En 2019, que tous s'engagent dans la politique de la responsabilité sociale et parlent en leur propre nom.

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste* en ligne.  
Abonnez-vous!**



**[www.pccml.ca](http://www.pccml.ca)**